

LES TRANSFORMATIONS SOCIALES AU NORDESTE : REGARDS CROISES

Benoît de L'ESTOILE* et Lygia SIGAUD**

Ce volume est consacré aux occupations de terre et aux transformations sociales en cours dans la région des grandes plantations sucrières de l'Etat de Pernambuco, situé au Nord-Est du Brésil. On se propose d'examiner quelques dimensions de ce processus à partir d'observations réalisées à Rio Formoso et Tamandaré, communes situées dans le sud de la *Zona da Mata* (zone littorale), lors d'une enquête menée en septembre 1997. Pendant neuf jours (du 13 au 21), une équipe composée de 16 chercheurs, enseignants et étudiants français, brésiliens et argentins¹, ayant des formations d'anthropologues et de sociologues pour la plupart, mais aussi d'historien ou d'économiste, ont essayé de comprendre les changements sociaux qui étaient en cours suite à une crise dans l'agro-industrie sucrière, notamment la réforme agraire et la reconversion au tourisme.

Ce numéro présente, à travers un ensemble d'articles qui analysent diverses dimensions d'un moment perçu par l'ensemble des acteurs comme celui d'une mutation brutale, le produit de cette "expérience sociologique", au double sens d'un moment de transformation sociale, produisant une situation quasi-expérimentale, et d'une tentative de pratiquer une recherche commune plurinationale.

* Ecole normale supérieure.

** PPGAS/Museu Nacional (UFRJ).

¹ Les participants étaient Christian Baudelot, João Paulo Castro, Jean-Claude Combessie, Hernán Gomes, José Gabriel Correa, Isabelle Coutant, David Fajolles, Afrânio Garcia, Jérôme Gautié, Benoît de L'Estoile, Jorge Pantaleón, Claudio Pinheiro Costa, Delphine Serre, Lygia Sigaud, Frédéric Viguier, Claire Zalc. Les institutions suivantes étaient représentées : Laboratoire de Sciences Sociales de l'Ecole normale supérieure, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Centre de Sociologie de l'Education et de la Culture, Centre de Recherches sur le Brésil contemporain (CRBC) et Programa de Pós-Graduação em Antropologia Social (PPGAS)/Museu Nacional de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro.

A l'origine de cette expérience d'enquête collective se trouve l'idée de faire au Brésil un "stage de terrain" en partie inspiré du modèle de l'expérience pédagogique du DEA en Sciences Sociales (ENS/EHESS) : le "stage de formation à l'enquête de terrain" organisé chaque année avec les étudiants de DEA¹. Il s'agissait de profiter de la présence au Brésil d'enseignants et d'étudiants de deux institutions françaises, à l'occasion des *Rencontres Scientifiques* franco-brésiliennes, et notamment du Colloque "Sciences Sociales, Etat et Société"², pour faire avancer la coopération scientifique dans une direction précise : exercer de façon commune le travail pédagogique auprès des étudiants de nos institutions et tenter une expérience de recherche plurinationale³.

Rio Formoso, commune située sur la côte sud de l'Etat de Pernambuco, fut le terrain choisi, pour plusieurs raisons. La commune se trouve dans la région des grandes plantations sucrières qui fut, depuis les années 70, une zone d'étude privilégiée des chercheurs du Musée National⁴. Il existait une importante bibliographie en français, ce qui facilitait la préparation du stage du côté français. D'autre part, c'est à Rio Formoso que Lygia Sigaud mène, depuis 1994, une recherche sur le règlement juridique des conflits sociaux.

Au départ nous avons pensé centrer le stage sur l'étude de l'usage de la force physique ou des armes dans le règlement des conflits interpersonnels,

¹ Voir Florence Weber, «Une pédagogie collective de l'enquête de terrain», *Etudes rurales*, 1987, n° 107-108, p. 243-249. Benoît de L'Estoile avait participé à l'encadrement de ce stage depuis 4 années et Lygia Sigaud y avait participé lors de son séjour comme professeur invité à l'ENS en décembre 1995. Quatre élèves de l'ENS y avaient également pris part.

² Ce colloque eut lieu du 8 au 10 septembre 1997 au Museu Nacional, grâce à l'appui notamment du Ministère des Affaires Etrangères, du Conselho Nacional de Pesquisa Científica e Tecnológica - CNPq ; de la Fundação do Amparo à Pesquisa do Estado do Rio de Janeiro - FAPERJ, de l'Ecole normale supérieure et de l'UFRJ. Parmi les diverses publications issues du colloque on se bornera à signaler ici le numéro 3/4, 2000 de la *Revue de Synthèse*, "Anthropologies, Etats et Populations".

³ Cette expérience a pu se réaliser grâce à l'appui de la Fundação José Bonifácio et de la Fondation Ecole normale supérieure.

⁴ Pour une présentation d'ensemble en français, voir Afrânio Garcia, "Permanences et mutations dans le Brésil Agraire". Introduction au n° spécial d'*Etudes rurales*, juil-déc 1993, n° 131-132, p. 9-18.

qui est récurrent chez les salariés agricoles dans la zone et qui contraste fortement avec le recours au droit pour le règlement de leurs conflits avec leurs patrons. Cependant, quelques temps avant le départ pour le terrain, lorsque Lygia Sigaud a repris les contacts (téléphoniques) avec ses informateurs, ils lui ont annoncé que la “réforme agraire” était en marche à Rio Formoso ! De loin il était impossible d’évaluer la portée de l’annonce, faute d’informations fiables sur ce qui se passait dans la région. Il était néanmoins clair qu’il fallait partir vers le terrain avec l’esprit ouvert.

Le 13 septembre 1997, nous sommes partis pour le Pernambuco. En arrivant à la ville de Rio Formoso, à 80 km de Recife, nous sommes allés directement à l’*engenho*¹ Amaragi, situé à une dizaine de kilomètres. Cet *engenho*, déjà étudié dans le cadre d’une précédente enquête², disposait d’une infrastructure qui permettait de nous héberger.

Roberto, le patron, nous a reçu comme ses invités plutôt que des clients payants, nous offrant un apéritif dans la véranda de sa maison, où était installée une partie du groupe, tandis que l’autre partie était logée dans celle de son partenaire allemand. Il se mit à nous expliquer ce qu’il voyait comme de grands bouleversements à Rio Formoso. L’*engenho* Amaragi lui-même allait être exproprié par l’Institut de Colonisation et Réforme Agraire – l’INCRA– et ses terres allaient être distribuées aux travailleurs qui y habitaient (*moradores*). Roberto se disait plutôt favorable à ce processus. Il avait voulu l’expropriation des terres de l’*engenho* qui ne lui appartenait pas, puisque le propriétaire était l’usine Central Barreiros, lui n’en étant que l’exploitant. Depuis les premiers indices d’une crise de l’agro-industrie sucrière, à la fin des années 80, Roberto avait reconverti la maison de maître –la *casa-grande*– en un gîte rural “haut de gamme” et avait commencé à investir davantage dans le tourisme. Les deux *engenhos* de son oncle, à Rio Formoso, occupés par deux campements organisés par le Syndicat de Travailleurs Ruraux (STR) de la commune, allaient aussi sans doute être expropriés. Il fit référence aussi à d’autres campements, organisés par le Mouvement de Travailleurs Ruraux Sans Terre –le MST– qu’il n’appréciait guère, situés sur la commune voisine de Tamandaré. Il fit aussi état de ses conflits avec le

¹ *Engenho* est le terme utilisé pour nommer l’ensemble moulin à sucre et plantations sucrières dans le Nordeste.

² Voir L. Sigaud, “Le courage, la peur et la honte : morale et économie dans les plantations sucrières du Nordeste brésilien”, *Genèses*, 1996, p. 72-90.

nouveau maire, José Paulo, ex-président du Syndicat des Travailleurs Ruraux, autour du destin de la *casa-grande* d'Amaragi : alors que lui souhaitait la garder pour continuer l'exploitation du tourisme, le maire et le syndicat désiraient qu'elle soit aussi expropriée pour qu'une coopérative puisse exploiter le tourisme¹.

Le lendemain nous sommes allés voir le maire qu'Afrânio Garcia et Lygia Sigaud connaissaient déjà depuis des années. C'était un dimanche ; il nous a reçus chez lui et nous avons parlé pendant plus de deux heures. Comme Roberto il mit l'accent sur les changements en cours, notamment sur l'intensité du processus, parlant de transformations à toute vitesse (*mudança galopante*). A l'origine de tout se trouvait, selon José Paulo (le maire), la crise de l'agro-industrie sucrière, avec la faillite des entreprises et le chômage pour des milliers de travailleurs ruraux. Les demandes d'expropriation des *engenhos* et les occupations de terres faites par le syndicat et le MST n'en étaient que les effets. José Paulo pariait sur la réforme agraire comme issue de la crise et soutenait les campements. L'autre signe important des changements en cours était, du point de vue du maire, le programme déclenché par le gouvernement fédéral, en association avec le gouvernement de Pernambuco et la Banque Interaméricaine de Développement (BID), visant à créer l'infrastructure nécessaire à l'exploitation du tourisme écologique dans la région –le Projet *Costa Dourada*. L'arrivée en masse des travailleurs agricoles dans la ville de Rio Formoso, suite à leur licenciement dans les *engenhos*, était pour le maire le signe le plus critique de l'ensemble des changements. Il n'y avait pas d'équipements en ville pour les accueillir, pas de travail pour les adultes, ni d'écoles pour les enfants. C'était à l'égard de ces travailleurs que José Paulo semblait se sentir impuissant, démuné de moyens pour les aider.

Après ces deux rencontres, il était évident qu'il nous fallait essayer de comprendre les changements en cours, notamment la crise économique, la réforme agraire et le tourisme. Vécus comme importants par les agents, ils devaient par conséquent être pris au sérieux par les chercheurs. Mais, en outre, il y avait, dans ce que racontaient nos informateurs, d'autres signes de ruptures dans l'univers social des grandes plantations, identifiables pour les chercheurs du Museu Nacional qui avaient longtemps enquêté dans la zone.

¹ *Jornal do Comercio*, 11/09/1997.

Le pouvoir dans les communes de la zone sucrière a toujours été exercé par des individus liés aux grands propriétaires, aux fermiers et aux industriels du sucre qui exploitent les *engenhos* producteurs de canne à sucre. A Rio Formoso les maires avaient été des membres des professions libérales, des commerçants et quelques patrons, dont le père de Roberto, José Bezerra, par deux fois. L'arrivée au pouvoir de José Paulo, soutenu par une coalition de partis de gauche, était un fait remarquable qui témoignait d'un changement dans le rapport de force local. José Paulo n'était pas seulement un dirigeant syndical de la commune, mais un leader prestigieux dans l'Etat de Pernambuco, car il avait occupé un poste de direction dans la puissante Fédération des Travailleurs de l'Agriculture de l'Etat de Pernambuco (FETAPE).

Un deuxième signe de rupture était la présence active dans la zone du MST, mouvement créé dans le sud du pays et depuis peu implanté dans le Pernambuco. Elle indiquait que le syndicat n'était plus la seule force politique à encadrer les travailleurs ruraux, comme il l'avait été depuis le milieu des années 60. D'autre part, l'engagement des dirigeants syndicaux dans les occupations de terre témoignait d'un changement dans la consigne jusque-là exclusive de lutter pour le respect des droits sociaux et pour l'élargissement de ces droits par le biais de contrats collectifs de travail.

La crise de l'agro-industrie sucrière était notamment une conséquence de la décision du gouvernement fédéral de ne plus assurer à cette branche d'activité la protection que représentaient les subsides, le crédit facile et les garanties de prix du sucre sur le marché international. Les patrons ont été alors contraints de compter sur leurs propres ressources pour faire face aux aléas de leurs activités. Plusieurs ont fait faillite, laissant des milliers de travailleurs au chômage. D'autres sont parvenus à se restructurer en licenciant des milliers d'autres et en durcissant les conditions de travail de ceux qui restaient dans l'entreprise. Des signes de la crise étaient déjà visibles en 1994 et 1995 et le syndicat de Rio Formoso se battait alors pour assurer les droits des salariés¹. En 1997 on constatait que la crise était devenue plus grave (chute de 40% de la production de canne dans la *mata pernambucana* par rapport à la fin des années 80 ; une des raffineries, l'Usina Santo André, était restée fermée lors de la récolte 96/97). Du côté des

¹ Cf. L. Sigaud, op. cit.

travailleurs ruraux, la crise impliquait aussi une perte de protection, celle du contrat de travail qui assurait le paiement régulier de leurs salaires.

Cette double perte de protection était certainement une caractéristique du moment. Mais elle coexistait avec l'ouverture de nouvelles possibilités, dont les signes les plus visibles étaient les occupations de terres conduisant à des expropriations et au passage à la condition de paysan sans patron dans les *assentamentos* (nom donné aux établissements de paysans bénéficiant de la réforme agraire) et le projet *Costa Dourada* dont certains attendaient une création d'emplois.

Nous savions qu'il nous serait évidemment impossible de rendre compte de l'ensemble des transformations sociales en cours, dont les quelques signes que nous avons mis en rapport soulignaient déjà la complexité. Nous avons néanmoins deux atouts importants. D'une part, il y avait le capital de connaissances déjà accumulées sur l'histoire récente et la dynamique des rapports sociaux dans les grandes plantations, sur les catégories de perceptions du monde social et sur les hiérarchies de valeurs des acteurs clés comme les travailleurs, les patrons, les syndicalistes. Ce capital, objectivé dans de nombreux livres et articles, nous permettait d'aller plus vite dans l'élaboration des hypothèses et dans l'interprétation des matériaux. Notre deuxième atout était le capital de confiance accumulé par les chercheurs du Museu Nacional auprès des dirigeants syndicaux, à travers les liens établis et entretenus au long des années de recherche dans la zone, et renforcés dans les moments critiques des luttes sociales des années 80. Ce capital ouvrait les portes du syndicat, de la mairie de Rio Formoso, désormais contrôlée par un syndicaliste, et facilitait grandement les relations avec les travailleurs. Il nous permettait d'entrer rapidement en rapport avec nos interlocuteurs et ainsi de raccourcir l'étape parfois longue de construction des liens avec les informateurs.

La définition des "objets" de recherche s'est faite progressivement. Notre stratégie de départ a été "d'attaquer" sur les fronts suivants : la mairie, pour examiner les implications de la gestion de l'administration par

des syndicalistes¹ ; les écoles de la zone, qui intéressaient les chercheurs français, dont certains avaient un investissement antérieur en sociologie de l'éducation, et qui n'avaient jamais été étudiées par les chercheurs brésiliens². De son côté, Lygia Sigaud devait reprendre ses contacts avec les syndicalistes, ceux de Rio Formoso et ceux qui se trouvaient dans la commune voisine de Tamandaré, créée en 1996 à partir d'une scission avec Rio Formoso. Par le biais des syndicalistes s'est ouvert un troisième front : celui des campements et des *assentamentos*. Il s'agissait d'essayer de comprendre comment ils étaient devenus possibles, et qui étaient ceux qui affluaient vers les campements³. La dynamique de la recherche nous a conduit à explorer deux autres terrains. Les *engenhos* Amaragi, Serra d'Água et Minguito, exploités par la famille Bezerra, devinrent un objet à part entière : ils étaient les seuls à Rio Formoso en cours d'expropriation par l'INCRA et permettaient d'analyser des aspects importants du processus de transformations tels : les espoirs concernant la réforme agraire, la peur de la perte de la protection assurée par les droits sociaux et le soutien politique du maire. A Amaragi, en outre, il s'avérait possible d'examiner les implications de la reconversion au tourisme ; ce qu'on savait déjà sur le passé de cet *engenho* permettait de mieux en saisir le présent⁴. L'autre terrain fut un des quartiers les plus pauvres de Rio Formoso, la rue de la Boue (*Rua da Lama*) où, à la suite de l'inondation de dizaines de maisons et du déplacement de plusieurs habitants, s'était produite une espèce de malaise entre les habitants et les responsables de la mairie. La rue de la Boue fournissait un contrepoint intéressant à ce qu'on voyait dans les campements, d'autant plus que le maire et le syndicat soulignaient que la plupart des occupants des campements venaient de ce quartier⁵.

¹ Cf. I. Coutant, F. Viguier, A. Garcia et J. Pantaleón, "Les transformations du pouvoir municipal - volet I et II".

² Cf. D. Serre et C. Zalc, avec C. Baudelot, "Sur le chemin des écoles".

³ Voir l'article "Histoires de campements" de L. Sigaud, D. Fajolles, J. Gautié, H. Gomez et S. Chamorro dans ce numéro.

⁴ B. de L'Estoile et C. Pinheiro, "Paris, projets, hésitations : notes sur trois plantations en situation d'incertitude".

⁵ J. P. Castro ; J. G. Correa, "Aider le peuple en difficulté : La mairie et les inondations de la *Rua da Lama*".

Le déroulement de l'enquête s'est inspiré de la pratique du stage de terrain du DEA de Sciences Sociales. Pendant la journée se déroulaient les enquêtes : entretiens, observations, enregistrements, journal de terrain. Le soir, tous les participants se rassemblaient pour discuter le travail de la journée¹. Ces réunions étaient des moments forts pour la formulation des hypothèses, la discussion des interprétations et des pistes ouvertes, et la confrontation des diverses enquêtes. Nous avons travaillé en équipes, en essayant toujours de garder (notamment pour des raisons linguistiques) dans chaque équipe un équilibre d'enseignants et d'étudiants, de brésiliens/argentins et français. La composition des équipes était relativement flexible. La dynamique de la recherche collective, permettant d'enquêter de façon simultanée en divers endroits, a eu un effet cumulatif, permettant de mettre en relation une quantité significative de matériaux, obtenus par entretiens et observations.

Les textes réunis dans ce volume ont été écrits pour l'essentiel entre la fin de 1997, où eurent lieu deux présentations, au Museu Nacional et à l'ENS, et la mi-1999, avant une nouvelle phase d'enquête². Six articles, qui correspondent à nos "fronts" : les campements, les trois *engenhos* de la famille Bezerra, le maire, la mairie, le quartier en crise avec la mairie et les écoles, ont été écrits à plusieurs mains par les membres de l'équipe pour rendre compte du caractère collectif de la recherche. Malgré les investissements empiriques postérieurs à la rédaction des textes, nous avons choisi de ne pas les modifier, sauf à corriger quelques erreurs. Nous avons fait une ethnographie collective d'une configuration sociale à un moment précis de son histoire et avons essayé de produire des hypothèses pour rendre compte de nos observations. Ces textes varient par leur format et leurs objectifs. Certains, rédigés peu après le retour, se veulent davantage des comptes-rendus d'observations ; d'autres, ayant bénéficié de discussions lors de séminaires à Paris et à Rio de Janeiro en 1998 et 1999, ébauchent des hypothèses pour la deuxième phase de la recherche. Le texte qui ouvre le recueil est davantage un regard rétrospectif sur le matériau recueilli en 1997, qui propose un cadre d'interprétation du processus de réforme agraire dans

¹ La langue de travail de ces réunions était le français, même si ceux qui le désiraient pouvaient s'exprimer en portugais ou espagnol.

² C'est au cours de cette période que les 27 cassettes enregistrées sur le terrain ont été transcrites par Tania Ferreira, secrétaire exécutive du PPGAS, que nous remercions pour son aide précieuse.

la région des grandes plantations sucrières, à partir des cas observés à Rio Formoso et Tamandaré. Le texte suivant prend aussi pour objet la diversité des réactions face à la crise de l'économie sucrière et des significations différentes que prend la "réforme agraire", mais l'échelle différente de l'analyse, celle de trois *engenhos*, permet de mettre en relief la diversité des réactions en fonction des trajectoires et des groupes d'appartenance.

Ce qui donne sens à la publication de ces textes aujourd'hui, c'est d'abord la singularité du moment d'enquête et de l'expérience elle-même, mais aussi la place qu'ils occupent dans un processus cumulatif de production de connaissances. Rendus possibles par les travaux antérieurs des chercheurs du Musée National, l'expérience de 1997 a été le déclencheur d'une nouvelle phase de recherche fondée sur la coopération entre deux institutions¹. Elle a en effet donné lieu à l'élaboration d'un projet de recherche pour étudier de façon systématique les transformations sociales en cours dans la zone des plantations sucrières. Ce projet, qui a démarré en 1999, notamment grâce à un financement important de la Fondation Ford, engage à présent des enseignants et des étudiants du Museu Nacional et de l'ENS, dont plusieurs de ceux qui ont participé à l'expérience de 97, rejoints par de nouveaux chercheurs. En août-septembre 1999 a eu lieu un nouveau terrain dans la même zone, qui a permis d'explorer davantage les hypothèses formulées dans le cadre du stage de 97. Depuis lors, nous poursuivons l'analyse des nouveaux matériaux et avons déjà à plusieurs reprises présenté des résultats de la recherche².

¹ Cette enquête constitue également un des axes du projet de coopération CAPES-COFECUB (qui associe plusieurs des institutions ayant participé à l'expérience de 1997) sur le thème "Processus d'internationalisation et transformations des Etats nationaux : économie, culture et politique". Cette coopération bénéficie aussi du soutien de l'Ambassade de France au Brésil.

² Notamment à l'occasion d'un atelier lors de la réunion de l'Association Brésilienne des Anthropologues (ABA - Brasília, juillet 2000) ; l'atelier "Occupations de terres et transformations sociales au Nordeste du Brésil" dans le colloque "Etats nationaux, internationalisation et redéfinitions des identités" (Paris, Octobre 2000). A l'occasion de la Semaine Brésil (Octobre 2000), une exposition a été présentée à la Maison des Sciences de l'Homme à partir de la recherche "Visages de la réforme agraire au Nordeste du Brésil : des campements aux maisons". Deux travaux universitaires ont été aussi réalisés par des étudiants : le mémoire secondaire de Liliane Bernardo pour le DEA de Sciences Sociales (ENS/EHESS), *Esquisse de l'offre éducative à Rio Formoso : invitation à une réflexion sur les significations et surinvestissements de*

La pratique de l'enquête collective de terrain, qui implique des différences significatives par rapport à l'enquête individuelle, (sans qu'il soit possible de les caractériser aisément comme "meilleures" ou "pires"), n'a pas fait l'objet d'une réflexion systématique¹. Le regard à la fois complice et distancié d'un sociologue, Jean-Claude Combessie, constitue un premier pas en ce sens. La confrontation de perspectives associées à des univers nationaux et disciplinaires différents (les Brésiliens se définissant davantage comme anthropologues et les Français, dans leur majorité, formés à la sociologie) était une dimension centrale de l'expérience, par-delà les incompréhensions qui n'étaient pas uniquement d'origine linguistique. La réussite de l'expérience a sans doute été permise à la fois par l'existence de relations d'amitié et par le fait que plusieurs chercheurs étaient familiers des deux univers, pouvant ainsi jouer le rôle de médiateurs.

C'est l'existence d'un travail antérieur qui rendait possible une intelligibilité de ce que nous voyions sur le terrain. En même temps, la coïncidence d'un regard neuf, c'est-à-dire aiguisé sur d'autres terrains, et d'un moment vécu comme une profonde transformation sociale a permis d'explorer de nouvelles questions. Pour donner au lecteur un équivalent du processus de "découverte" qu'ont vécu les protagonistes de cette expérience, le volume s'ouvre par un "carnet de voyages" qui présente un certain nombre d'images qui nous ont marqués.

l'école pour adultes en contexte d'incertitude, la dissertation de *mestrado* (PPGAS, UFRJ) de Sergio Chamorro Smircic : *Com a cara e a coragem : etnografia de uma ocupação de terras*.

¹ Il est significatif que cette dimension ne soit pas thématifiée dans le manuel de Stéphane Beaud et Florence Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, La Découverte, 1997, qui s'appuie pourtant en partie sur l'expérience des enquêtes réalisées dans le cadre collectif du stage de terrain du DEA de Sciences Sociales. De même, les réflexions stimulantes de plusieurs anthropologues britanniques sur les conditions nouvelles du *fieldwork* considèrent uniquement des enquêtes individuelles ou en couple (Dresch, James et Parkin (ed.), *Anthropologists in a wide world*, 1999, New York et Oxford, Bergahn). Pour une approche historique de ces questions, voir B. de L'Estoile "Une petite armée de travailleurs auxiliaires : la division du travail et ses enjeux dans l'ethnologie française des années 1930", novembre 1999. Colloque "Les recherches collectives en sciences sociales au XX^e siècle", Centre de Recherches Historiques (EHESS-CNRS), Paris (publication prévue en 2001).

Cette expérience n'aurait pas été possible sans l'accueil et la disponibilité de tous ceux que nous avons rencontrés à Rio Formoso et Tamandaré. C'est à eux que nous dédions ce volume.

Novembre 2000